



Selon son ordre du jour officiel, la réunion du G8 à Deauville ne devrait pas vraiment traiter des questions économiques. En effet, le G8 ne comprend pas la Chine et en septembre 2009, le sommet de Pittsburgh avait fait du G20 le « principal forum de coopération économique internationale » entérinant le déplacement des points forts de l'économie mondiale. Néanmoins, les membres du G8 continuent de jouer un rôle majeur.

Début avril, le FMI a publié une salve de prévisions « positives » pour ce qui est de la croissance. Après la récession majeure de 2009, celle-ci a repris à des rythmes très différenciés selon les zones géographiques : ce sont les pays émergents (Chine, Inde, Brésil...) qui tirent la croissance mondiale. Parmi les pays capitalistes avancés, la zone euro connaît la croissance la plus limitée. Néanmoins, y compris dans cette zone, l'hypothèse d'une rechute dans la récession est écartée dans ces prévisions malgré la simultanéité des plans d'austérité en Europe.

### Des facteurs d'instabilité maintenus

Cela dit, si on compare la situation des différents pays capitalistes développés à ce qu'elle était en 2007, le niveau de production demeure fin 2010 en dessous de son niveau du début 2008. L'impact de la crise n'est pas effacé. Le FMI et les autres organisations économiques internationales reconnaissent elles-mêmes que des risques subsistent pour le futur : les cours du pétrole, un marché immobilier encore en crise dans plusieurs pays, le niveau élevé des dettes des États (non seulement en Europe mais aussi aux USA).

Les incertitudes sont particulièrement fortes dans la zone euro :

- les financiers acheteurs de titres de la dette publique exigent des rémunérations très élevées au moindre soupçon de fragilité d'un pays;

- les marchés financiers doutent du mécanisme de soutien mis en place au niveau européen ;
- les plans d'austérité exigés en contrepartie des prêts font plonger la croissance chez les «bénéficiaires ».

Par ailleurs, de nombreuses incertitudes demeurent au sujet des bilans des banques, alors même que beaucoup de titres douteux ont déjà été rachetés par les Banques centrales ou garantis par le budget de l'État.

Les prévisions du FMI et des autres institutions officielles écartent donc une rechute immédiate dans la récession. C'est un scénario plausible même si ces prévisions ne tiennent pas compte de l'ensemble des risques, comme l'incapacité d'un pays important de la zone euro à faire face aux échéances de la dette, la faillite d'une banque importante, etc. Les mouvements désordonnés sur les marchés boursiers, les monnaies et les cours de l'or montrent à la fois une intense activité de spéculation (fort rentable pour certains) et les incertitudes de la situation.

### **Les dégâts sociaux**

Même les chiffres officiels montrent un chômage très élevé par rapport à la situation de 2007 avant la crise financière. Au niveau mondial, il touche 203 millions de personnes soit 26 millions de plus qu'en 1977, selon les chiffres du Bureau international du travail (BIT). Dans les pays du G7 (le G8 sans la Russie), il y avait 29, 8 millions de chômeurs fin 2010 contre 19, 8 millions en 2007.

Mais ces chômeurs ne sont que ceux qui apparaissent dans les statistiques. Celles-ci sont de qualité variable selon les pays et même là où existent des systèmes d'aide aux chômeurs, beaucoup peuvent ne pas être recensés. Ainsi le BIT remarque que la crise de l'emploi touche particulièrement les jeunes qui sont nombreux à être découragés de chercher un emploi et n'apparaissent donc pas dans les statistiques du chômage.

Le BIT souligne aussi que le nombre de travailleurs pauvres ne baisse pratiquement plus depuis 2007 : en 2009, un travailleur sur cinq dans le monde vivait avec sa famille dans

l'extrême pauvreté sous le seuil de 1,25 dollar par personne par jour ; et près de 39 % vivaient avec leur famille sous le seuil de pauvreté à 2 dollars par jour.

## **Rien appris ni changé**

Le G8 de Deauville s'insère dans un calendrier de multiples réunions internationales. À Bruxelles sont discutés les plans d'ajustement des pays endettés de la zone euro, les politiques d'austérité et le démantèlement des acquis sociaux dans l'ensemble de l'Union européenne. Parallèlement, les ministres des Finances du G20 s'inquiètent des déséquilibres économiques intérieurs (dettes et déficits publics) et extérieurs (balances commerciales), du prix des matières premières et de l'état du système bancaire. Face à ces problèmes, ils évoquent des mesures plus ou moins cosmétiques et se gardent bien d'aborder les questions sociales, comme en atteste le communiqué de leur dernière réunion (Washington, 15-16 avril). Quant à la prétendue priorité de la présidence française, une taxation (très limitée) des transactions financières, elle n'est pas même évoquée.

En fait, en Europe, les mesures d'austérité se multiplient. Aux États-Unis, Obama plie sans guère de résistance devant les républicains et l'aile droite des démocrates qui veulent réduire les déficits budgétaires sans toucher aux impôts des riches mis en place sous Bush. La dernière entourloupe de Sarkozy sur l'ISF et le bouclier fiscal (on supprime ce dernier mais on fait un cadeau supplémentaire, et plus coûteux, aux grandes fortunes) est représentative de cette logique. Le mot d'ordre des dirigeants du G8, c'est en fait : « pour l'essentiel, on continue comme avant ». En faisant des concessions obligées à la Chine, devenue un acteur incontournable du capitalisme mondial en voie de recomposition.

**Henri Wilno**

---

## **Le capitalisme en crise – L'écran de fumée du G8/G20**

Selon le gouvernement français, « l'ambition du G8 est d'instituer un capitalisme responsable ». Pourtant, depuis deux ans, c'est au G20, dans un cadre tout aussi illégitime mais plus conforme aux nouveaux rapports de forces internationaux, que sont discutés la plupart des grands sujets économiques. Et ces discussions ne débouchent sur rien de bien sérieux. En avril 2009, le G20 lançait par exemple la chasse aux paradis fiscaux.

Aujourd'hui ils sont en pleine forme et ne sont même plus montrés du doigt. Depuis le 5 novembre 2010, la « liste noire » des paradis fiscaux établie par l'OCDE est vide. Quant à la « liste grise » qui comprenait 42 États, elle n'en comporte plus que 9. Il suffit aux États de signer des accords bilatéraux bidons pour être blanchis. Les îles Caïmans promettent ainsi d'échanger des informations avec... d'autres paradis fiscaux. Beau résumé du capitalisme responsable.

La Suisse, toujours en pointe dans ce domaine, est même en passe d'obtenir un meilleur accès aux marchés financiers britanniques et allemands, ainsi que le maintien absolu de son secret bancaire, à la seule condition de prélever un impôt sur les fortunes dissimulées dans ses banques. En clair, les gouvernements britannique et allemand promettent de fermer les yeux sur la fraude à condition que la Suisse consente à leur rétrocéder une poignée de billets.

### Moralisation

Autre exemple de diversion : l'encadrement des rémunérations des traders. Cela consiste uniquement à étaler le versement des bonus dans le temps, à en payer une partie sous forme d'actions et à modifier la répartition entre les rémunérations fixes et variables. Dans la bouche des dirigeants, qui n'ont décidément pas peur du ridicule, ce changement doit concourir à limiter les prises de risques.

Plutôt que d'interdire des activités néfastes, mettant en danger la majorité de la population, on met en place des mesures censées inciter les financiers à la modération. Concrètement, quand le directeur général de BNP-Paribas reçoit la bagatelle de 6,2 millions d'euros, une partie ne peut pas être encaissée immédiatement. C'est la « moralisation du capitalisme » dans toute sa splendeur.

### Régulation

Pour comprendre pourquoi il ne reste pas grand chose des promesses de réforme, rien de tel que de suivre les revirements de l'ancien directeur de la Banque centrale américaine, Alan Greenspan. En 2005, très sûr de sa doctrine libérale, il estimait que « l'autorégulation est plus efficace pour éviter la prise abusive de risques que la réglementation gouvernementale ». En 2008, lorsque la crise devenait extrêmement grave et que la Commission du budget du Congrès américain lui demandait des comptes, M. Greenspan admettait très clairement avoir commis «

une erreur en comptant sur l'intérêt privé des organisations, principalement des banquiers ».

Un contrôle public aurait été utile, non pas pour protéger les travailleurs et les ménages endettés, mais « pour protéger les actionnaires ». Les vieilles priorités demeureraient. Mais l'aveu était bien là : « Le modèle de gestion des risques tenait depuis des décennies. Mais l'ensemble de cet édifice intellectuel s'est effondré l'été dernier [...] J'ai trouvé une faille dans l'idéologie capitaliste. Je ne sais pas à quel point elle est significative ou durable, mais cela m'a plongé dans un grand désarroi. »

## **Marchés**

Ce grand désarroi aura été éphémère. Depuis deux mois, M. Greenspan remet en cause les quelques avancées figurant dans la loi Dodd-Frank, votée par les parlementaires américains durant l'été 2010. Il s'agit de la seule réforme un peu substantielle adoptée à la suite de la crise. Si elle ne remet nullement en cause la liberté de circulation des capitaux, cette loi interdit certaines opérations et instaure une surveillance des marchés financiers. M. Greenspan juge cela intolérable. Pour lui, « à de rares exceptions près (2008 par exemple), la main invisible mondiale a permis de bénéficier de taux de change, de taux d'intérêt, de prix et de taux de salaire relativement stables ». On ne saurait mieux résumer l'état d'esprit actuel des dirigeants. À Deauville, les chefs d'État du G8 tenteront à nouveau de faire oublier la faillite du néolibéralisme. Avec l'optimisme du docteur Pangloss de Voltaire (Candide), ils nous diront que « tous les événements sont enchaînés dans le meilleur des mondes possibles »... à de rares exceptions près.

## **Partage des richesses**

La crise n'est pas une exception, un accident, mais le produit d'un système fondé sur la propriété privée des moyens de production et sur la concurrence internationale. Ces dernières années, les déséquilibres n'ont cessé de s'accroître tant au niveau mondial, entre les États-Unis et la Chine, qu'au niveau européen, entre l'Allemagne et les pays méditerranéens. L'endettement privé et les bulles financières se sont développés en dehors de tout contrôle.

Les gains de productivité ont été accaparés par les profits. La part des salaires dans la valeur ajoutée s'est effondrée dans les pays du G7. Aujourd'hui encore, ce système continue de

produire la misère. Selon le Bureau international du travail, le nombre de travailleurs pauvres a pratiquement cessé de diminuer depuis 2007. Et celui de chômeurs dans le monde passera de 205 millions en 2010 à... 203 millions en 2011. Derrière les discours démagogiques et mensongers, derrière les prétendus « chantiers prioritaires » de Nicolas Sarkozy et derrière l'écran de fumée de son « capitalisme responsable » apparaît la réalité nue d'un système qui redémarre avec un niveau de chômage bien plus élevé qu'avant la crise et des dettes publiques gonflées par la socialisation des pertes. Face à la crise sociale, il est urgent de partager le temps de travail et les richesses.

**Philippe Légé**

---

## **Crise économique, crise du G8 ?**

Avec la crise, les déclarations économiques du G8 se font moins précises. Si la foi dans le marché et la mondialisation est réaffirmée à Hokkaido au Japon en 2008, c'est de manière moins convaincante : « La mondialisation et les marchés libres offrent de belles occasions à nos sociétés, aux économies émergentes et aux pays en développement. » Les rapports de forces mondiaux se redessinent et le G8 laisse la place au G20 qui intègre en particulier la Chine, l'Inde et le Brésil. Pendant un temps, des plans de relance plus ou moins ambitieux sont mis en place, en particulier en Chine (et dans une moindre mesure aux États-Unis). Le plan de relance chinois représente 12% de son PIB, soit 400 milliards d'euros. C'est sans commune mesure avec la situation en Europe, pourtant bien plus durement touchée. Il suffit de comparer aux 26 milliards des « 1000 projets » du plan de relance français (1% du PIB).

Après ce court épisode et la prise en compte de ce partage du pouvoir en évolution, l'option néolibérale est rapidement redevenue l'unique credo. Dans ce nouveau cadre élargi du G20 qui concentre désormais l'essentiel des discussions économiques, les débats à l'étape actuelle de la crise se focalisent autour des dettes publiques et des monnaies. Le lien entre dette et monnaie est en effet très fort, pour au moins deux raisons : lorsque la monnaie d'un pays perd de sa valeur, la dette publique s'allège d'autant ; en même temps, les marchandises produites dans ce pays semblent moins chères à l'étranger, ce qui favorise ses exportations et inversement limite ses importations. La dévaluation (baisse brutale de la valeur de la monnaie, comme en Argentine en 2001) ou l'inflation permettent donc de reporter une partie du coût de la crise sur les voisins.

Le rôle du G20 est de chercher des compromis entre grandes puissances économiques dans ce partage des pertes. Le principal compromis étant bien entendu de faire payer autant que possible les pays plus faibles et les travailleurs, et de protéger au maximum les intérêts des banques et des multinationales. Le FMI fait donc son grand retour, prônant des plans d'austérité et de privatisation dans les pays européens les plus faibles qui rappellent fortement les plans d'ajustement structurel qu'il imposait aux pays du Sud dans les années 1990. Les peuples qui souffrent déjà du chômage et de la précarité, ceux qui ont parfois perdu leur logement dès le début de la crise, sont sommés de rembourser une dette qui n'est pas la leur.

En Grèce, les services publics sont réduits ou privatisés, les salaires gelés ou baissés, pour protéger les avoirs des banques françaises et allemandes (84 milliards d'euros pour ces deux pays, 250 milliards pour l'ensemble des banques européennes). Cette dette grecque est le pendant de l'excédent commercial allemand : les banques allemandes prêtent à l'État et aux entreprises grecs pour qu'ils achètent à crédit des produits allemands. Au Portugal et en Irlande, les acteurs changent un peu mais la logique reste la même, sauver le cœur du système au prix d'une explosion de la pauvreté dans les pays de la périphérie. C'est bien de rapport de forces qu'il s'agit et non de « lois économiques » puisque l'endettement public des pays du G8 peut être tout aussi fort : la dette représente 98% du PIB irlandais, 47% au Portugal ou 65% en Espagne, mais 92% aux États-Unis, 78% au Royaume-Uni, 76% en Allemagne et 83% en France. Si ces derniers pays ne subissent pas les plans « d'aide » du FMI, leurs gouvernements y imposent néanmoins des plans d'austérité presque aussi violents.

Non, huit ou même vingt pays ne sont pas légitimes pour gouverner le monde. Non, huit ou vingt, élus ou dictateurs, ces serviteurs du capital économique et financier ne nous feront pas payer leur crise. Le G8 de Deauville et le G20 de Cannes cet automne doivent être des étapes de la construction d'une résistance internationaliste pour mettre en échec le capitalisme.

---

## **Au Sud comme au Nord : Pas question de payer leurs crises ! G8-G20 : dégagez !**

C'est en France que les dirigeants des principales puissances économiques et industrielles de la planète vont se réunir à l'occasion des sommets du G8 et du G20 présidés cette année par la France. Le président le plus détesté de tous les temps dans notre pays a décidé d'inviter quelques pays de « seconde zone », en clair ceux qui n'ont jamais droit à la parole, ceux qui sont exploités afin de leur faire voir qui commande...

Les huit dirigeants des pays les plus puissants vont s'enfermer à Deauville derrière une muraille de policiers et de militaires les 26 et 27 mai (20.000 flics environ sont annoncés) puis, ce sera au tour de Cannes d'accueillir le G20 et de voir se déployer autour de la ville un arsenal de forces du « désordre », les 3 et 4 novembre. Les deux villes choisies sont à l'image du président : casino, argent, stars, luxe... Les villes made by LVMH résument bien l'idée de la démocratie dans ce pays : les riches pensent et gouvernent pour eux pendant que les pauvres et les sans-voix sont repoussés loin des centres de décision.

Les G8 et G20 prétendent exister pour sortir le monde de la crise, mais le bilan de chaque sommet est suffisamment criant pour révolter les milliards de personnes qui restent au bord de la route. Les politiques appliquées par les gouvernements jettent des millions de travailleurs dans la misère, accentuent le pillage des pays du Sud et détruisent la planète !

Chaque sommet ne vise qu'à renforcer les acteurs et les mécanismes à l'origine de la crise globale, à s'accorder sur les moyens de faire payer toujours plus les peuples. Il faudra sans aucun doute un jour écrire un livre noir des G8 afin de tirer le bilan de ces sauteries mondaines qui ont mis la planète à feu et à sang dans l'intérêt de quelques minorités de riches. Un exemple ? En 2005, il a été décidé d'aider au développement de l'Afrique en versant 25 milliards à un fonds spécifique. L'Africa Progress Report a lui-même souligné, en 2008, que rien n'avait été fait... En ce qui concerne la lutte contre les paradis fiscaux, qui avait été mise à l'ordre du jour de l'un des derniers sommets, ça n'a été suivi d'aucun effet. Les 8 saupoudrent d'effets d'annonce leurs réunions et passent sous silence les vraies décisions qui pourtant intéressent l'ensemble de la planète. Nul doute que la question des plans d'austérité, par exemple, a eu droit à d'importantes et nombreuses discussions.

### Résistance

Depuis des années des contre-G8 et G20 sont organisés, comme à Florence, Gênes... Pour cette année, ce sera respectivement au Havre les 21 et 22 mai et vraisemblablement à Nice du 31 octobre au 3 novembre. Ces contre-sommets sont organisés par de larges collectifs unitaires (la coalition G8G20 2011 sur le plan national et des collectifs locaux unitaires, notamment au Havre et à Nice/Cannes). Ils rassemblent de nombreuses associations, syndicats et partis politiques. L'objectif est de remettre en cause la légitimité des sommets officiels, de réclamer le partage des richesses, la protection de nos ressources et une véritable rupture avec le système capitaliste et le productivisme. Pour faire un pas vers la société socialiste du xxi<sup>e</sup> siècle.



Cette année à l'occasion des sommets des G8 et G20 en France, la mobilisation doit être au rendez-vous ! Les saigneurs du monde s'organisent, organisons-nous aussi la riposte. Les peuples, pas la finance !

**Flavia Verri**

---

## **Petit historique des sommets : Nés des crises qu'ils ont eux-mêmes engendrées!**

Le G6 a été créé sur l'initiative du président français Valéry Giscard d'Estaing lors d'un sommet entre les six chefs d'État des puissances industrielles occidentales [1] au château de Rambouillet en novembre 1975. L'objectif était de traiter les questions économiques et financières en pleine crise dite du pétrole, d'accorder les violons entre puissances. D'abord appelé « Groupe des six », il est devenu « Groupe des sept » avec l'intégration du Canada en 1976, puis « Groupe des huit » lorsqu'il s'est élargi à la Russie en 1998.

Au-delà de l'aspect inadmissible qui consiste à décider entre quelques pays du sort de la planète, on ne peut que remarquer que des pays nordiques (Finlande, Suède et Norvège ) manquent à l'appel mais ce ne sont pas les seuls. Eh oui, car même au niveau du G20, on s'aperçoit qu'il manque des pays ayant un PIB assez élevé comme l'Espagne, la Suisse, la Belgique... Mais revenons au G8. Ces quelques pays pèsent un peu plus de 13% de la population mondiale, mais possèdent 58% du PIB de la planète... On voit bien avec de tels chiffres ce que cela veut dire en termes d'inégalités du partage des richesses à travers le monde.

Le « Groupe des 20 » a été créé en marge du G7 de septembre 1999, à l'initiative du ministre de l'Économie canadien, Paul Martin. Le but était alors de favoriser la stabilité financière internationale et de créer des possibilités de dialogues entre pays industrialisés et pays émergents après la succession de crises financières dans les années 1990. Il était composé de dix-neuf pays [2] et de l'Union européenne représentée en tant que telle.

Au début, seuls les ministres et les chefs des Banques centrales se retrouvaient régulièrement. Le 15 novembre 2008, pour la première fois de son histoire et à l'initiative de Nicolas Sarkozy et de Gordon Brown, les chefs d'État et de gouvernement se sont réunis. La volonté proclamée était de tirer toutes les leçons de la crise financière et économique et de refonder un nouvel ordre économique mondial. L'échec est patent : la spéculation financière continue, les paradis fiscaux ne sont nullement inquiétés !

### **Le pouvoir des pays riches pour favoriser les riches !**

Le G20 a placé dès le début les institutions de Bretton Woods au centre des sommets : le directeur général du FMI, le président de la Banque mondiale, celui du comité monétaire et financier international et celui du comité de développement du FMI et de la Banque mondiale y participent.

Ces sommets ont pour fonction d'entériner officiellement des décisions prises dans les arcanes secrètes du pouvoir mondial, en l'absence totale de transparence. Les sherpas, conseillers-guides des gouvernements, se rencontrent plusieurs fois par an pour préparer les dossiers en concertation avec les Banques centrales, la Banque mondiale et le FMI. Leur spécialité : la dette des États.

Depuis la réunion du sommet du G20 à Séoul en novembre 2010, un B20 se réunit juste avant le G20 : B = business... Ainsi, à Séoul, Laurence Parisot était présente.

Le G20 reflète les nouveaux rapports économiques et géostratégiques mondiaux, il a pris le relais du G8 sans toutefois le remplacer. En effet, les huit pays les plus riches ne comptent pas perdre de leur puissance face à la Chine, l'Inde et le Brésil. Cette année, le G8 se réunit en amont du G20, histoire de bien préparer le G20 et de décider entre « □ vrais riches □ » (sans les nouveaux) de ce qu'il faut faire pour augmenter les profits des multinationales qui règnent sur le monde.

Ils sont 8 ou 20 : nous sommes des milliards !

## **Dossier : la situation économique internationale, le G8/G20 et le sommet de Deauville**

Écrit par Henri Wilno, Philippe Légé, Flavia Verri

Mercredi, 25 Mai 2011 13:26 - Mis à jour Mercredi, 25 Mai 2011 13:35

---

Notes:

1. États-Unis, Japon, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, Italie et France.

2. Les pays du G8 ainsi que l'Argentine, le Brésil, le Mexique, la Chine, l'Inde, l'Australie, l'Indonésie, l'Arabie saoudite, l'Afrique du Sud et la Corée du Sud.

Publié dans : Revue Tout est à nous ! 21 (mai 2011).